

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Louetsi-Wano : les écoles rurales à la peine

MANQUE de matériel didactique et d'enseignants, vétusté des salles de classe, frais d'écolage élevés dans les établissements confessionnels, transhumance des élèves vers les écoles communales à la recherche de bons résultats, etc. L'enseignement de base dans ce rayon pédagogique est un caillou dans la chaussure de la tutelle.

Gloire Junaël MOUBEDI BIGOGO
Lebamba/Gabon

Le département de la Louetsi-Wano compte dix établissements scolaires primaires : quatre écoles publiques, trois de l'enseignement catholique et autant de l'Alliance chrétienne et missionnaire du Gabon. De ce tableau synoptique, rien de reluisant dans leur fonctionnement, tant ces structures ont cessé, depuis bien longtemps déjà, de rivaliser avec les écoles communales en termes de rendement. En cause, l'étroitesse des moyens mis aujourd'hui à leur disposition.

"Avant, on n'avait rien à envier aux écoles de la ville. Les élèves étaient pris au même rang et le rendement était bon", se souvient Nzengue, ancien élève de l'école catholique et membre de l'association des parents d'élèves du village Kanda.

Si les bâtiments physiques pédagogiques essaient de résister aux intempéries malgré quelques dommages à certains endroits, comme dans les écoles de Moukoundou et Mabanga, les logements d'astreinte sont par contre incomplets pour les personnels. "Les conditions de travail sont très difficiles, surtout dans les écoles délabrées qui n'ont même pas de logements pour les quelques personnels affectés", constate Mme Mougola du village Mouyamba. À cette difficulté se greffe le manque criant de matériel didactique. "Les seuls documents présents dans toutes les écoles rurales sont ceux obligatoires et quelques vieux livres que les élèves apportent et qui sont tous rangés dans de vieux placards", confie un chargé de cours sous couvert de l'anonymat.

Et que dire des facilitateurs ! Dieu seul sait si, en dehors des chefs d'établissement, il existe une seule école dans le rayon pédagogique dont la moitié du

personnel aurait bénéficié d'un minimum de formation professionnelle. Pis, dans les écoles confessionnelles, c'est souvent le chargé d'école qui dispense, tout seul et durant toute une année, les enseignements dans un établissement parfois à cycle complet. "Comme si cela ne suffisait pas, le seul enseignant actif dort très loin des lieux de son travail souvent en ville pour

"Certains enseignants recrutés sur des bases que l'on ignore, de surcroît avec un niveau non-requis et sans formation, ne savent même pas comment préparer une fiche technique".

ne venir que chaque matin à des heures tardives", soupire Tchinga, au village Mamba. Autre difficulté, le recrutement sur le tas d'un personnel non formé. Par cette entorse pédagogique, les enfants reçoivent des leçons livresques sans méthode. En fait, ces facilitateurs ne servent que de gardiens d'enfants toute la journée, au moment où les parents sont occupés à leurs travaux champêtres, comme c'est le cas en ce moment où le calendrier culturel fixe les paysans pour les activités de sarclage. "Certains enseignants recrutés sur des bases que l'on ignore, de surcroît avec un niveau non requis et sans formation professionnelle, ne savent même pas comment préparer une fiche technique", déplore un parent d'élève de l'école d'Issinga. Toutes ces pesanteurs participent donc activement à la baisse de niveau dans les zones rurales. Aussi, les parents d'élèves soucieux du devenir de leur progé-



Une école rurale déserte dans la région de Lebamba.

niture se sentent-ils obligés de les inscrire dans les écoles communales publiques de Lebamba. Conséquence : les écoles rurales se vident de leurs apprenants ou fonctionnent avec des effectifs squelettiques. Les parents les moins nantis optent pour des vacances prolongées qu'ils imposent aux leurs. Le temps pour eux de s'acquitter des frais d'inscription/réinscription, notamment dans le confessionnel où les tarifs sont jugés "élevés". Donc, pas à la portée de tous ces paysans qui vivent difficilement de leurs activités.

"Avec beaucoup d'enfants, nous avons du mal à nous en sortir. Les enfants sont obligés de rester à la maison en attendant que nous réunissons péniblement les moyens financiers pour leur scolarisation", confie-t-on au village Nzoundou.

Quel sort pour les écoles abandonnées ?

GJMB
Lebamba/Gabon

La formation des jeunes est une préoccupation majeure pour les gouvernements de tous les pays. Au Gabon, en dépit de quelques manquements observés ces dernières années, une attention est accordée à ce secteur par les décideurs qui en ont fait un socle de développement. Comme dans toutes les écoles rurales du pays, en effet, les écoles des villages dans le département de la Louetsi-Wano étaient des

porte-étendards de matière grise au même titre que celles de la commune. Mais aujourd'hui, tout ceci ne semble plus que de l'histoire ancienne. Tant elles font face à des difficultés multiformes. Au point où elles se vident d'année en année de leurs apprenants.

Et au regard de cette saignée continue, la question qu'il conviendrait de se poser est de savoir la finalité de ces investissements aujourd'hui abandonnés, où souvent et dans la plupart des cas, la nature a vite repris ses droits